
CHRONIQUE



Michel Guerrin
Rédacteur en chef au
« Monde »

« Quand on voit comment les fractures se développent en France, on attend que les maisons des jeunes et de la culture soient soutenues. Elles ne le sont pas »

La MJC de Romans-sur-Isère, dans le quartier de la Monnaie, est exemplaire du destin paradoxal de ces quelque 1 000 structures en France : alors que leur rôle est de faire corps avec le quartier, les maires, de tous bords politiques, s'en méfient, observe Michel Guerrin, rédacteur en chef au « Monde », dans sa chronique.

On parle souvent des MJC quand elles vont mal. C'est injuste mais à l'image de leur mission : ingrate, loin des paillettes, sur des terrains rudes, avec des moyens modestes. Les quelque mille maisons des jeunes et de la culture, plantées partout en France, sont au cœur de ce qu'on appelle l'éducation populaire : aider à construire des citoyens, notamment par la création.

Il en existe une, de MJC, doublée d'un centre social, dans le difficile quartier de la Monnaie, à Romans-sur-Isère (Drôme). S'adressant pour beaucoup à des collégiens français issus de l'immigration, elle a pour nom maison citoyenne Noël-Guichard. Son rôle est de faire corps avec le quartier. Alors, elle s'est retrouvée associée au drame de Romans, quand neuf jeunes en majorité originaires de cette cité ont été mis en examen après une violente bagarre, le 18 novembre, au cours de laquelle Thomas, 16 ans, est mort poignardé. Dix jours plus tard, en évoquant les violences à la Monnaie, BFM-TV afficha des images de la MJC.

Les responsables de cette maison, que nous avons joints, savaient bien que ce n'était pas pour parler d'un atelier musique ou cuisine. Mais pour savoir pourquoi ils ont fermé leurs portes du 24 au 29 novembre, le personnel ayant invoqué son « droit de retrait ». Pourquoi un site socioculturel ferme-t-il au moment où le quartier en a le plus besoin ?

Pour protéger le personnel. Sécuriser aussi une maison prise en étau entre « quelques jeunes du quartier ultraviolents » et des « nazillons à l'extérieur ». Les incidents se sont en effet multipliés depuis quelque temps : une salariée agressée, une autre recevant une pierre sur la tête, un départ d'incendie devant la MJC, un caillassage... Durant les émeutes en France en juillet, la directrice de la MJC a dû accourir en soirée afin de protéger le bâtiment. En 2019, trois salles avaient été détruites par un incendie criminel – la bibliothèque, le bureau de l'écrivain public et une salle d'activités.

La directrice de la MJC, Nour El Houda Boukhari, est une enfant du quartier. Le 25 novembre, sur BFM-TV, elle a maladroitement donné l'impression de mettre sur le même plan « un jeune qui est parti » et « des jeunes du quartier qui sont aussi victimes et stigmatisés ». Apparaître à l'écran avec un keffieh autour du cou n'a pas aidé. Surtout aujourd'hui. Elle a reçu des menaces de mort.

« Un manque de considération »

Maire depuis 2014, Marie-Hélène Thoraval (divers droite) dénonce « l'ensauvagement » de la Monnaie, crispant ses habitants, mais sans égratigner la MJC. Du reste, les relations entre les deux parties sont plutôt correctes mais sur le qui-vive. Peu après son élection, la maire a amputé la subvention de 30 % à 40 %, ce qui est énorme. Depuis, l'argent est le même, ce qui correspond à une baisse. La MJC déplore du reste un manque de considération. La ville, elle, reconnaît que cette MJC et sa quinzaine de salariés font du bon boulot, par exemple l'opération « Aux arts citoyens », qui aura lieu le 20 décembre et qui s'inscrit dans un travail de fond sur la mémoire de la cité.

Marie-Hélène Thoraval – qui a elle aussi reçu des menaces de mort – laisse également entendre que les milliards d'euros injectés dans les banlieues depuis des décennies n'ont pas servi à grand-chose. Elle n'est pas la seule, loin de là, à diffuser cette petite musique. Ce qui incite à assombrir un peu plus le paysage de l'éducation populaire. Voyons donc plus large.

Les MJC, urbaines ou rurales, touchent 4 millions de personnes, dont la moitié a moins de 26 ans. Elles ont pour champ d'action le sport, la culture, le loisir. Les jeunes sont la cible prioritaire, qu'il s'agit de faire grandir en les incitant à être davantage acteurs que spectateurs. A agir plutôt que subir.

Cette éducation culturelle, ébauchée sous le Front populaire, concrétisée après 1945, connaît une fragilisation continue depuis quarante ans, avec près de 400 structures disparues. Les responsables de celle de la Monnaie notent de la même façon qu'en 1980 les structures socioculturelles étaient bien plus nombreuses dans le quartier qu'aujourd'hui.

Relations de confiance avec la mairie

Une raison domine. Les MJC sont de statut associatif, donc indépendantes, portées par un conseil d'administration. L'Etat était le garant de cette autonomie. Avec les lois de décentralisation, l'Etat s'est « moralement » retiré et les MJC se sont retrouvées seules face aux villes, leur principal financeur, qui, en prime, prête les locaux et paie le plus souvent les fluides.

Nombre de maires, de droite comme de gauche, goûtant peu cette indépendance, peu friands de « sociocu », se méfiant de toute culture participative, la jugeant trop « politique » voire « gauchiste » – ce n'est pas toujours faux –, préférant mettre l'argent dans une médiathèque ou une salle de spectacle, ont coupé les vivres aux MJC, afin, aussi, de fonder leurs actions dans les services municipaux.

Pour les MJC en activité, la question des relations de confiance avec la mairie est toujours d'actualité – à laquelle il faut ajouter le désintérêt des départements et régions. Quand on voit comment les fractures et intolérances se développent en France, on attendrait plutôt que ces MJC soient soutenues. Sans blanc-seing. Mais elles ne le sont pas. Que les villes contrôlent leur efficacité est logique. Du reste, le réseau MJC de France vient de lancer de son côté un observatoire afin de cerner les enjeux pour l'avenir.

La maire de Romans-sur-Isère ne remet pas en cause l'autonomie de la MJC de la Monnaie. Elle incite néanmoins l'équipe à intensifier son action en direction des jeunes et surtout à les sensibiliser beaucoup plus aux « valeurs de la République ». Est-ce le rôle des MJC ? L'idée ne fait pas hurler le réseau national. Le sujet serait même sur la table. La question serait plutôt de savoir s'il faut aller jusqu'à mettre en place un « catéchisme républicain ». Ce qui ouvre une autre question : jusqu'à quand l'Etat, si préoccupé de fractures culturelles, peut-il continuer de rester à l'écart d'un réseau bataillant en première ligne ?

Michel Guerrin (Rédacteur en chef au « Monde »)